

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

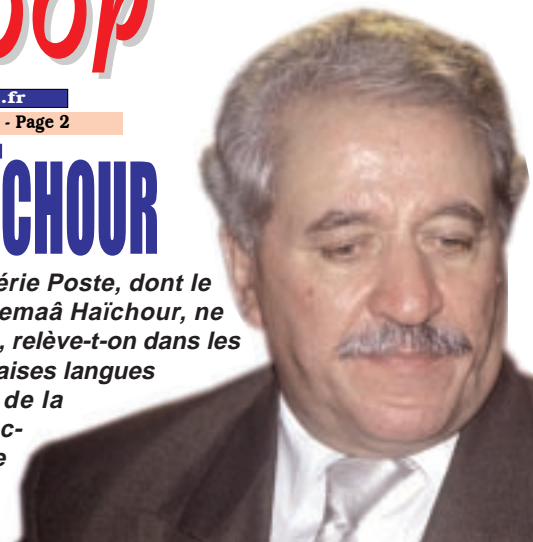
De l'aveu de M. Ould Abbès, les seuls chiffres connus sur le nombre des harraga s'est multiplié par quatre. Vous devinez ce qu'il en est de la réalité et de tous ceux que le gouvernement n'a pu recenser car ils ont réussi leur passage vers les rives nord de la Méditerranée. Il a pu se réunir avec des rescapés, des repêchés, des sauvés de la noyade, décidés à repartir, car ils se noient tout autant à vivre au pays. Ils ont écouté et pas du tout cru le ministre qui leur a proposé des mesures déjà en œuvre. Les mêmes. Une promesse de crédit, une autre d'aide directe, un avenir de petit commerçant ou d'artisan sans se demander pourquoi — diable — ces mêmes mesures n'ont pas produit les effets escomptés. On tourne en rond avec les mêmes idées qui produisent les mêmes impuissances. Pourtant, Ould Abbès a déclaré qu'il rencontrait les jeunes rescapés de la hargha en tant qu'émissaire du président, ce qui dénote — ô combien — que le problème devient pesant et pas seulement parce que l'Union européenne veut faire de nos services de sécurité les sous-traitants de la tranquillité de ses frontières.

Mais Ould Abbès était-il le meilleur émissaire ? Je ne parle pas de l'homme mais de la fonction. On envoie un ministre de la Solidarité nationale à des Algériens victimes d'une catastrophe, tombés dans le besoin, à des veuves, des orphelins, des vieillards parqués dans les hospices mais pas à des jeunes en pleine santé et habités par le rêve d'une vie différente. C'est leur renvoyer l'image exacte que se fait d'eux le pouvoir et elle n'est pas reluisante : celle de sinistrés de la vie sociale. Celle de mendiants en quête d'une aumône. Le rapport qui se noue entre les gouvernants et les jeunes pris dans une dynamique d'abandon du rêve national reste dans le pire. Souvenez-vous que notre très éclairé gouvernement, par la voix de différents ministres, a parlé, à propos des harraga, d'anti-nationaux, d'effet de mode, etc. Nous restons dans la même veine, dans le même registre de paternalisme. Le gouvernement passe seulement de la stigmatisation à l'admonestation puis à la tentative de les amadouer par de vieilles fausses promesses. Le gouvernement ne comprend pas, et ne peut le comprendre, que le seul rapport possible avec les harraga est le rapport à des citoyens. Mais les citoyens ne se sentent tels que si le destin du pays leur appartient en partie, au moins en partie. Vous savez ce que cela veut dire, ne serait-ce qu'en termes d'élection ?

M. B.

LA BOUDERIE DE HAÏCHOUR

Le conseil d'administration d'Algérie Poste, dont le président n'est autre que Boudjemaâ Haïchour, ne s'est pas réuni depuis longtemps, relève-t-on dans les milieux initiés. Ce que certaines mauvaises langues expliquent par le refus du ministre de la Poste de réunir le conseil tant que l'actuelle directrice générale d'Algérie Poste, avec laquelle il ne s'entend pas très bien, est toujours en fonction.



SOS jumenterie !

Même si son périmètre est délimité et classé site et monument historiques, au titre de l'arrêté du 3 novembre 1999, le Haras national de Chaouchaoua, autrement dit la jumenterie de Tiaret, se meurt.

Et pour cause, son assiette initiale légale, fixée à 876 ha, ne cesse d'être rognée : 170 ha sont absorbés par le plan d'urbanisme de Tiaret, 40 autres affectés à un programme AADL, tandis que des ouvertures de routes viennent morceler, chaque jour davantage, cet espace.

Enchères à revoir

L'annulation de la vente aux enchères publiques par soumissions cachetées des locaux à usage commercial et professionnel relevant de l'AADL et situés dans la capitale a soulevé des interrogations. Selon des indiscretions, cette annulation fait suite à une instruction transmise à l'agence régionale d'Alger pour stopper l'opération. La cause ? Des fuites concernant l'offre des soumissionnaires auraient été enregistrées.

